



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 11 – 27 NOVEMBRE 2015

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA
  - AGENDA
  - VISITES BILATERALES

**EVENEMENTS  
AFRIQUE EN  
MARGE DE LA  
COP21**

**AFRIQUE DU SUD :  
SUCES DE LA  
CONFERENCE  
« VILLES ET  
BATIMENTS  
DURABLES »**

**ZAMBIE : CONTRAT  
DE PLUS DE 100 M  
USD POUR VEOLIA**

**COTE D'IVOIRE :  
LAGARDERE  
LANCE VIBE RADIO  
A ABIDJAN**

**AFRIQUE DU SUD :  
SIGNATURE D'UN  
PRET DE L'AFD DE  
150 M EUROS  
OCTROYE A ESKOM**

**LE NIGERIA VA  
ADAPTER SON  
SYSTEME DE  
PROPRIETE  
INTELLECTUELLE**

**ACCORD RDC –  
RWANDA SUR  
L'EXPLOITATION DU  
GAZ DU LAC KIVU**

**MALI : TOTAL  
LANCE LE  
CHALLENGE  
STARTUPPER**

**HAUSSE  
ANNONCEE DE  
50% DES PRIX DE  
L'ELECTRICITE EN  
ETHIOPIE**



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Afrique de l'Est : célébration des 40 ans de partenariat entre l'Union européenne et la Tanzanie

Représentant 10% des échanges commerciaux de la Tanzanie (1,4 Md EUR), l'Union européenne est la seconde destination des exportations du pays (16%) après l'Inde. La délégation de l'UE a récemment contribué à la création d'un *European Business Group*, opérationnel depuis septembre, pour valoriser la présence des entreprises européennes en Tanzanie (40% des principaux contributeurs aux recettes publiques, 94 000 salariés, et 17,6 M EUR de flux d'investissements en 2013) et pour faciliter la contribution de ces entreprises à l'intégration économique régionale de la Tanzanie.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Construction de l'autoroute Lagos-Mombasa

Démarrée en 2007 et financée à hauteur de 423 M USD par la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, les gouvernements nigérian et camerounais ainsi que l'agence de développement japonaise, la construction de l'autoroute entre la ville d'Enugu au Nigéria et de Bamenda au Cameroun serait presque finalisée, et offre des perspectives de renforcement économique pour les régions traversées. Le secteur agricole semblerait bénéficier le plus de ce projet. Cette liaison s'inscrit dans un projet d'envergure visant à relier Lagos à Mombasa via une route de 6259 km traversant également la République centrafricaine, la RDC, l'Ouganda et le Kenya.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : les 5 défis de la nouvelle ministre de l'Environnement

Ancienne conseillère spéciale de l'ONU pour la planification du développement de l'après-2015, Amina J. Mohammed a été récemment nommée ministre de l'Environnement. Le magazine *Ventures Africa* liste les 5 dossiers sur lesquels la ministre sera particulièrement attendue : 1/ les conséquences de l'exploration pétrolière dans le Delta du Niger ; 2/ la prise en considération du changement climatique dans les politiques du gouvernement fédéral ; 3/ la pollution de l'air et de l'eau des grandes villes ; 4/ la surpopulation urbaine et 5/ les dégradations de l'environnement liées à l'industrie minière.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Assemblée générale des chambres consulaires africaines et francophones

La 41<sup>ème</sup> assemblée générale de la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF), fondée en 1973 et qui rassemble les chambres de 29 pays dont 26 pays africains, s'est tenue à Lomé les 19 et 20 novembre 2015. Une importante délégation française était présente. A cette occasion, la Chambre de commerce et d'industrie du Togo, qui va présider pour les trois prochaines années la CPCCAF, a signé une convention avec le Centre de recherche et d'études des chefs d'entreprises de HEC Paris, pour faciliter la formation des dirigeants d'entreprises du Togo, à travers des offres de formation continue en France.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ghana : succès du petit-déjeuner organisé le 16 novembre au siège de Business France**

Plus de 100 entreprises françaises ont participé lundi 16 novembre au petit-déjeuner Ghana, organisé par le service des événements spéciaux, et le bureau de Business France d'Abidjan. En présence de l'Ambassadrice du Ghana en France, les intervenants ont pu indiquer les besoins du pays et expliquer les opportunités du marché, ainsi que la pratique des affaires.

✉ [fabienne.laurent@businessfrance.fr](mailto:fabienne.laurent@businessfrance.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Kenya : éthique et adaptation des prix des médicaments aux marchés locaux

Alors que le prix des médicaments et leur accessibilité pour les populations des pays en développement est une problématique récurrente, Novartis vient de lancer au Kenya une gamme de médicaments qui permet aux victimes de maladies chroniques de suivre un traitement pour un maximum de 1,15 EUR par traitement et par mois. Actuellement testée au Kenya, cette initiative a vocation à s'étendre à d'autres pays africains. Arriver à de tels prix implique que l'entreprise réduise ses marges sur des médicaments déjà amortis mais parfois encore couverts par des brevets. Une telle gestion innovante de la propriété intellectuelle apparaît comme une opportunité éthique pour les entreprises opérant en Afrique.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

### ▼ Comores : hausse inquiétante de l'indice de pauvreté

Selon l'étude-diagnostic sur l'intégration du commerce présentée le 10 novembre 2015, l'Union des Comores présente une situation inquiétante sur le plan de la paupérisation : la part de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté serait passée de 45% en 2012 à 45,6% en 2015. L'incidence aurait augmenté à Grande Comore de 42,7% à 43,4%, à Anjouan de 46,4 % à 47,2 % et à Mohéli de 49,1% à 49,9%, reflétant des disparités régionales. Suite à un déclin continu depuis 30 ans, le PIB par habitant des Comores était inférieur de 10% à son niveau de 1980.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Le taux directeur de la Banque centrale de Maurice ramené à 4,4%

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale de Maurice a décidé, le 9 novembre, d'abaisser de 25 points de base son taux directeur, en le ramenant à 4,4%. La dernière révision du *Key Repo Rate* avait eu lieu en juin 2013, date à laquelle il était passé de 4,9% à 4,65%. Cette décision intervient alors que l'inflation à Maurice reste à un niveau très bas (moins de 2% attendu en 2015) et que l'activité économique a du mal à repartir (taux de croissance de 3,4% estimé pour 2015). Les autorités monétaires ont ainsi pour objectif de soutenir la croissance et visent un taux de croissance supérieur à 4% en 2016.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : hausse de 25 pnb du taux directeur et baisse des prévisions de croissance 2015/16

Le comité de politique monétaire a rehaussé le 19 novembre de 25 pnb le taux directeur à 6,25 %, poursuivant le mouvement de normalisation initié en janvier 2014. Dans sa décision, prise à la majorité des membres, le comité s'inquiète des risques haussiers pesant sur l'inflation à moyen terme dus à la dépréciation du Rand, aux conséquences de la sécheresse sur les prix alimentaires et à la hausse des salaires (+8,7 % au T2 2015) qui se répercute sur le coût du travail, au détriment de la compétitivité. Le taux d'inflation pour 2016 s'élèverait à +6 % avec un dépassement de la cible à +6,4 % au T1 2016 alors que l'inflation sous-jacente s'établirait à +5,5 %.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : légère accélération de l'inflation en octobre

En octobre, le taux d'inflation s'est élevé à 4,7 % en g.a après 4,6 % en août et en septembre. En rythme mensuel, les prix ont affiché une hausse de 0,3 %, tirés notamment par les prix de l'alimentation (légumes et maïs essentiellement) en lien avec la sécheresse actuelle, ainsi que des transports (en particulier collectifs). Depuis janvier, la hausse moyenne des prix s'établit à 4,5 %, soit dans la cible de 3-6 % de la Banque centrale. Malgré la dépréciation continue du rand et les effets de la sécheresse sur les prix des denrées, le taux d'inflation moyen en 2015 devrait demeurer globalement contenu grâce à l'effet toujours favorable des prix relativement bas du baril de pétrole.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mozambique : hausse du taux directeur de 50 pdb à 8,25 % et diminution continue des réserves

La Banque centrale a rehaussé le 16 novembre son principal taux directeur, le taux de facilité de prêt marginal, de 50 pdb à 8,25 %. Elle a aussi augmenté le coefficient de réserves obligatoires de 9 à 10,5 % et porté le taux de facilité de dépôt de 2% à 2,75 %. Elle a justifié sa décision par l'accélération des prix (+4,7 % en g.a en octobre après +2,7 % en septembre) alors que le metical, depuis janvier, a perdu 36 % de sa valeur nominale à l'égard du USD. Par ailleurs, elle a annoncé que le niveau des réserves de change avait de nouveau chuté de 92,7 M USD, se rapprochant de la limite de 3 mois de couverture des biens et services recommandée par le FMI pour le Mozambique.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Zimbabwe : accentuation de la trajectoire déflationniste en octobre

En octobre, la déflation s'est poursuivie à un rythme plus élevé que précédemment, les prix reculant de 3,3 % en g.a. après 3,1 % en septembre et 2,8 % en août (comme en juillet et juin). Signe de la faiblesse persistante de l'activité, il s'agit du douzième mois consécutif pour lequel le taux d'inflation s'inscrit de façon négative. En rythme mensuel, les prix ont diminué de 0,3 % en octobre après une baisse de 0,4 % en septembre. Sur l'année, le taux d'inflation moyen s'élèverait à -1,6 % selon le FMI.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Assouplissement de la politique monétaire de la Banque centrale du Nigéria

Le Comité de politique monétaire a décidé : 1) la réduction des réserves obligatoires de 25% des dépôts bancaires à 20% ; 2) la baisse du taux directeur de la Banque centrale de 13% à 11% ; 3) la transformation du corridor symétrique de 200 points de base autour du taux directeur en un corridor asymétrique de +200 points de base -700 points de base autour du taux directeur. Cet assouplissement de la politique monétaire pourrait stimuler la croissance à court terme – en améliorant la liquidité du système bancaire, en incitant les banques à prêter davantage et en réduisant le coût de l'endettement public – mais conduire à moyen terme à une hausse de l'inflation et à une dépréciation/déévaluation du naira.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : un taux de chômage en hausse pour le quatrième trimestre consécutif

Le nombre de chômeurs est en hausse pour le quatrième trimestre consécutif : le taux de chômage a atteint 9,9% de la population active au T3 2015, contre 8,2% au T2 2015 et 7,5% au

T1 2015. Déjà à un niveau élevé, le taux de chômage des 18-24 ans continue à augmenter, atteignant 17,8% au T3 2015, contre 14,9% au T2 2015 et 13,7% au T1 2015. Le niveau de sous-emploi est également important, atteignant 17,4% de la population active au T3 2015, en légère baisse par rapport au T2 2015 où il était de 18,3%.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : progression de l'emploi informel au T3 2015

Par rapport au T2 2015, le nombre de créations d'emplois au T3 2015 a augmenté de plus de 200%. Cette hausse importante est principalement attribuable au secteur informel (90% des créations d'emplois), avec l'activité agricole comme principal moteur, le troisième semestre coïncidant avec le début de la saison des récoltes au Nigéria. Enfin, en l'absence de création d'emplois qualifiés et de filets de protection sociale, de nombreux demandeurs d'emplois ont basculé vers le secteur informel, dans des domaines tels que la restauration et la confection textile. L'éducation compte pour 62% des créations d'emplois dans le secteur formel, le troisième trimestre correspondant à celui de la rentrée scolaire.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : présentation du budget 2016

Le ministre des Finances a présenté le 13 novembre le projet de budget 2016. Prévoyant des recettes d'un montant total de 38 Mds GHS pour des dépenses de 48,4 Mds GHS, il devrait se solder par un déficit de 8,4 Mds GHS représentant 5,3% du PIB en ligne avec le programme du FMI. A noter que pour la première fois, les dépenses relatives aux élections y ont été intégrées. Mais du côté des recettes, les mesures complémentaires de consolidation fiscales préconisées par le FMI lors de sa dernière mission au début de ce mois, apparaissent quelque peu timides.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Niger : proposition d'approbation des 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> revues par le FMI

Le FMI recommande l'approbation des deux dernières revues sur la base des points suivants : (i) amélioration de la situation budgétaire du pays, avec un déficit de 7,3% contre 8,3% en 2014, (ii) bonnes perspectives économiques à moyen terme (7% de croissance attendue sur la période 2016-2020), (iii) réduction du stock d'arriérés publics, (iv) progrès sur le projet de mise en place d'un compte unique du Trésor et (v) amélioration de la gestion de la dette externe. Les autorités nigériennes souhaitent une augmentation de 25% du crédit associé au programme pour faire face à des dépenses sécuritaires et humanitaires en progression. Le conseil d'administration du Fonds doit examiner le rapport des deux revues cette semaine.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Sénégal : loi de finances rectificatives 2015

Le Parlement vient d'adopter la loi de finances rectificatives 2015. Cette loi, qui porte le budget à 2 825 Mds FCFA soit une progression de 1,7% par rapport au budget initial, intègre les nouvelles ressources perçues par l'Etat : les redevances minières et les revenus du domaine (+13,5 Mds FCFA), les dons budgétaires supplémentaires (5 Mds FCFA) et la prime d'assurance perçue contre la sécheresse (9,5 Mds FCFA). Les recettes fiscales augmentent de 19,6 Mds FCFA, en lien avec la baisse du cours du pétrole. Du côté des dépenses, aucune mesure nouvelle n'a été prise par les autorités, mais la hausse des ressources a donné lieu à quelques réaffectations. Le besoin de financement brut de l'Etat reste à 1 072 Mds FCFA, soit 12,7% du PIB.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : taux élevé de l'émission obligataire, limitée à 750 M USD**

Le Cameroun a lancé son eurobond au taux record de 9,75% pour une maturité 10 ans. Les autorités qui cherchaient à lever 1,5 Md USD, n'ont obtenu que 1,2 Md USD de demandes de souscription. Au regard des conditions financières peu avantageuses, elles n'ont finalement réduit l'émission à 750 M USD. Cette émission a vu la participation de 134 investisseurs dont 40% du Royaume -Uni, 31% des Etats-Unis, 19% du Benelux et de Scandinavie, 8% des autres pays d'Europe et 2% du reste du monde. Cet emprunt devrait servir au remboursement des arriérés de l'Etat à la SONARA et au financement partiel du plan d'urgence triennal (2015-2017) dont le coût global est estimé à 925 Mds FCFA.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Gabon : Fitch confirme la note à long terme du Gabon à B+, avec perspective stable**

L'agence de notation Fitch a confirmé début novembre la note de crédit souverain à long terme du Gabon en devises étrangères et en monnaie locale à «B+» (très spéculatif), avec perspective stable. Pour rappel, la note du Gabon avait été dégradée de BB- (spéculatif) à B+ en mai. Fitch a, dans le même temps, confirmé la note de crédit souverain à court terme du pays en devises étrangères à «B».

✉ [thierry.blin@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.blin@dgtresor.gouv.fr)



## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Côte d'Ivoire : projet de modification du taux de droit d'enregistrement applicable aux cessions de droits sociaux

Le droit d'enregistrement applicable aux cessions de droits sociaux pourrait faire l'objet d'une modification dans le cadre de l'annexe fiscale de la loi de finances 2016. En effet, le projet de loi prévoit l'institution d'un droit proportionnel de 1 % du prix de cession à la place du droit fixe, actuellement fixé à 18.000 FCFA (environ 27 EUR).

✉ [deana.dalmeida@cms-bfl.com](mailto:deana.dalmeida@cms-bfl.com)

### ▼ Côte d'Ivoire : ratification des conventions bilatérales de non-double imposition signées avec la Tunisie et le Maroc

Par deux décrets en date du 3 juin 2015, la Côte d'Ivoire a ratifié les conventions bilatérales signées avec la Tunisie et le Maroc, respectivement le 14 mai 1999 et le 20 juillet 2006. La ratification de ces conventions fiscales marque une étape supplémentaire dans le renforcement des relations économiques entre la Côte d'Ivoire et les Etats du Maghreb.

✉ [deana.dalmeida@cms-bfl.com](mailto:deana.dalmeida@cms-bfl.com)

### ▼ Sénégal : élargissement du réseau conventionnel par la signature de trois conventions fiscales en 2015

Le Sénégal a récemment signé trois nouvelles conventions fiscales de non-double imposition, le 26 février avec le Royaume-Uni, le 22 octobre avec les Émirats Arabes Unis et le 14 novembre avec la Turquie. La signature de ces conventions traduit la volonté du Sénégal d'attirer plus d'investisseurs et d'encourager le développement de nouveaux partenariats financiers et économiques avec ces Etats, même si leur entrée en vigueur peut prendre plusieurs années.

✉ [deana.dalmeida@cms-bfl.com](mailto:deana.dalmeida@cms-bfl.com)

### ▼ Éthiopie : hausse annoncée de 50% des prix de l'électricité

La directrice générale d'*Ethiopian Electric Power* a annoncé une prochaine augmentation de 50% des tarifs de l'électricité. Celle-ci devrait se faire de manière progressive, même si la date de mise en application n'est pas encore connue. Cette hausse des prix visera à réduire l'écart entre le coût de production et le prix de vente. Avec un prix de vente du KWh de 6 cents USD actuellement pour un coût de production de 9 cents USD, le secteur est massivement subventionné par les autorités.

✉ [pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ Éthiopie : amélioration de 2 places au classement *Doing Business 2016* de la Banque mondiale

Dans le rapport *Doing Business 2016* publié fin octobre 2015 par la Banque mondiale, l'Éthiopie se classe à la 146<sup>ème</sup> position sur 189 pays, soit une amélioration de deux places par rapport au classement 2015. Cette évolution est liée aux quatre places gagnées en matière de règlement de l'insolvabilité. A noter le résultat particulièrement faible sur le critère de facilitation et de coût de création d'entreprise, en dépit de réformes en cours, telle la création d'un bureau unique des



affaires. Pour la première fois depuis 2003, cinq des dix indicateurs du classement ont été modifiés : il s'agit pour la Banque mondiale d'introduire des indicateurs qualitatifs.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Suspension de la disposition du *Company Act 2015* exigeant 30% d'actionariat kényan pour l'ouverture de toute nouvelle société étrangère

Une disposition du *Company Act 2015*, exigeant que 30% du capital de toute nouvelle société étrangère soit détenue par un citoyen kényan de naissance, a été suspendue par l'Attorney General Githu Mugai. La loi a été votée par le Parlement et publiée dans la Gazette officielle du 15 septembre 2015, mais sa suspension pour une durée de 6 mois devrait permettre de l'amender. Les investisseurs étrangers avaient exprimé leurs inquiétudes quant à la mise en application d'une telle disposition. Le ministre de l'Industrie a évoqué une erreur d'appréciation de la part des parlementaires.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Madagascar : quatre hommes d'affaires malgaches dans le top 25 du Classement Forbes Afrique

Le magazine Forbes Afrique a fait paraître le classement des plus importantes fortunes d'Afrique francophone sub-saharienne dans lequel figurent quatre hommes d'affaires malgaches. Il s'agit de Ylias Akbaraly (groupe Sipromad), de Hassanein Hiridjee (BNI, Telma, Outremer Télécom, First Immo, Jovenna, etc.), de Iqbal Rahim (société Galana/secteur pétrolier) et de la famille Fraise du groupe Henri Fraise Fils & Cie, présente dans de nombreux secteurs d'activité dont celui de la vente d'engins et matériels de construction et de l'énergie. Leur fortune est respectivement estimée à 710, 705, 419 et 208 M USD.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : 4ème édition des Rencontres du développement durable Maurice-Réunion

La 4ème édition des Rencontres Maurice-Réunion, qui se sont tenues à Flic-en-Flac (Maurice) sur le thème « Développement durable et Smart city » a rencontré un vif succès : plus de 300 inscrits, 20 conférences et ateliers, près d'une centaine de mises en relation (dont 80 organisées par Business France), 16 exposants, etc. Les participants à cet événement, organisé par le Club Export Réunion et la CCI France-Maurice, avec le soutien financier de la région Réunion, ont confirmé l'intérêt d'un renforcement des relations économiques entre les deux îles.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : une nouvelle entité chargée de la promotion des intérêts du secteur privé à Maurice.

Le *Joint Economic Council* (JEC), qui regroupe la plupart des associations professionnelles de Maurice (une dizaine), et la *Mauritius Employer's Federation*, ont récemment fusionné et donné naissance à Business Mauritius, une nouvelle entité chargée de la coordination et de la promotion des intérêts du secteur privé. Business Mauritius sera dirigé par Raj Makoond, l'ancien directeur exécutif du JEC, et présidé par Arnaud Dalais, PDG de CIEL, un des tous premiers groupes d'affaires mauriciens.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mozambique : Bpifrance octroie son premier crédit export

Le crédit export permet aux entreprises françaises exportatrices de proposer des solutions de financement à leurs clients étrangers dans le but de favoriser la part française liée à l'investissement à l'étranger. Bpifrance vient d'accorder son premier crédit export à l'ETI alsacienne Mécatherm, constructeur de lignes de fabrication industrielle de pains, afin de financer la construction de deux lignes de production au Mozambique. L'accompagnement des PME-ETI françaises en Afrique est une priorité de Bpifrance.

✉ [camille.tricoire@businessfrance.fr](mailto:camille.tricoire@businessfrance.fr)

### ▼ Nigéria : le gouvernement fédéral rend obligatoire l'obtention d'un numéro d'identification nationale à partir de janvier 2016

A partir de janvier 2016, les entreprises publiques et privées devront demander le numéro d'identification nationale à tous les Nigériens souhaitant effectuer des transactions d'affaires avec elles, d'après la *National Identity Commission Management*. Ce système d'identification vient d'être harmonisé avec le *Nigeria InterBank Settlement System*. Il le sera à l'avenir avec *l'Independent National Electoral Commission*, la *Federal Road Safety Corps*, la *National Population Commission*, la *National Pension Commission* et la *National Health Insurance Scheme*.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le Nigéria se prépare à adapter son système de propriété intellectuelle à l'ère digitale

Le projet de loi, qui met à jour le régime de droits d'auteurs au Nigéria, va être présenté au Parlement en 2016. Il adapte le système de propriété intellectuelle au numérique et prévoit notamment le blocage de l'accès à internet en cas de violation du droit d'auteur. Les savoirs traditionnels sont également protégés, et une disposition permet la création de licences obligatoires dans l'intérêt public. L'objectif de cette réforme est triple : permettre une croissance plus rapide des industries créatives ; renforcer leurs compétitivité au niveau mondial ; permettre au Nigéria de remplir ses obligations vis-à-vis de différents accords internationaux que le pays a ratifiés, ou a l'intention de ratifier.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Un accord pour faciliter les investissements chinois en Côte d'Ivoire

Le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) et le Fonds chinois pour le développement de l'Afrique (CAD-FUND) ont signé le 20 novembre un protocole d'accord visant à faciliter les investissements chinois en Côte d'Ivoire.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ 1er Forum Investir au Congo Brazzaville, du 19 au 21 novembre 2015

Brazzaville accueillait, du 19 au 21 novembre 2015, le 1er Forum Investir au Congo Brazzaville (ICB 2015), en marge duquel, plusieurs accords ont été signés. Ainsi, des protocoles d'accord ont été conclus entre la Chambre de commerce de Brazzaville et l'organisation patronale turque, d'autres entre *Congo Capital Entreprises* (chargé de rechercher des investisseurs pour la reprise partielle de 47 entreprises publiques du pays) et la Confédération générale des entreprises marocaines et le Centre marocain de promotion des exportations (Maroc Export). Un groupe d'investisseurs américains a émis le vœu d'investir dans deux grands projets (transformation des ordures et traitement des eaux usées).

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

▼ Tchad : remaniement au ministère des Finances et du budget

Trois décrets ont été publiés remaniant le personnel du ministère des Finances et du budget. On pourra retenir que le directeur général des impôts, son adjoint, le directeur de la dette, le directeur général adjoint des douanes et le directeur général adjoint du budget ont été démis de leurs fonctions. L'ancien directeur général du trésor devient directeur général adjoint du budget. Ce remaniement répondrait à la volonté du gouvernement d'augmenter les recettes arrivant jusqu'aux caisses de l'Etat.

✉ [sys@afd.fr](mailto:sys@afd.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Éthiopie: projet de 4 Mds USD pour la construction d'un nouvel aéroport international

L'Éthiopie réaffirme sa volonté de construire un nouvel aéroport international dans la banlieue d'Addis-Abeba pour un montant de 4 Mds USD. Le nouvel aéroport devrait comprendre plusieurs terminaux passagers, quatre pistes d'atterrissage et une cité aéroportuaire pour une capacité de 120 millions de passagers. Un chantier de 350 M USD est en cours pour l'extension de l'actuel aéroport international de Bole, avec un objectif de 22 millions de passagers par an à horizon 2018.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Seychelles : appel à manifestation d'intérêt pour un projet de ferme solaire flottante de 4 MW à Mahé

Un appel à manifestation d'intérêt pour un projet de ferme solaire de 4 MW a été lancé par le ministère seychellois de l'Environnement et de l'énergie. Le projet, proposé à des investisseurs privés (*Independent Power Producers*), consiste en une installation flottante de panneaux photovoltaïques sur une superficie de 40 000 m<sup>2</sup>. La ferme serait positionnée près de Providence, dans le lagon de Mahé, la principale île de l'archipel. Le gouvernement des Seychelles a pour objectif d'atteindre un taux de 15% d'énergies renouvelables dans son mix énergétique à l'horizon 2030.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Soudan: financement saoudien de grands projets soudanais, et coopération renforcée dans le domaine de l'irrigation

L'Arabie Saoudite a signé avec le Soudan, le 3 novembre, un protocole d'accord pour le MoU financement de plusieurs grands projets pour un coût total de 1,7 Md USD. Il s'agit de la construction de trois barrages (Shirai, Dal et Kajbar) au cours des cinq années à venir pour un coût de 1,25 Md USD, la construction d'une centrale électrique de 1 000 MW dans la région soudanaise de la Mer Rouge, et de projets hydrauliques. Un protocole d'entente pour une coopération renforcée dans l'irrigation (400 000 hectares entre Khartoum et Port Soudan) a également été signé. Ces accords interviennent alors que le Soudan participe à l'opération militaire contre les rebelles Houthis du Yémen.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : le Sénat approuve un emprunt de 200 M USD de la Banque mondiale en faveur de l'Etat de Lagos

Projet défendu par la sénatrice APC Oluremi Tinubu (femme de l'ancien gouverneur de l'Etat de Lagos Bola Tinubu), le Sénat a validé la troisième tranche d'un emprunt total de 200 M USD auprès de la Banque mondiale. Les deux premières tranches de l'emprunt ont été approuvées en 2010 et 2014 dans le cadre du *Lagos State Development Policy Operation* et doivent permettre à l'Etat de Lagos de financer des projets d'infrastructures majeures (routes, ports, rails et métros) et permettre la création d'emplois. Le Sénat sera chargé de suivre les différents projets financés par ce prêt afin de limiter le risque de corruption et la mauvaise utilisation des fonds.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : TCN sécurise une subvention de 30 M USD de la Banque mondiale**

En charge de la transmission électrique sur le territoire nigérian entre les *Generation Companies* (GENCOs) et les *Distribution Companies* (DISCOs), *Transmission Company of Nigeria* a obtenu une subvention de 30 M USD de la Banque mondiale pour les études des besoins en électricité du réseau et la construction de son mix énergétique. L'étude du réseau, qui s'étalera sur une durée de 30 mois, devra permettre de chiffrer avec exactitude les besoins réels de la population nigériane en fonction des différentes zones couvertes par les DISCOs.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : succès de l'émission par appel à l'épargne publique**

Les autorités avaient procédé le 30 octobre 2015 à une émission d'obligations par appel à l'épargne publique d'un montant de 50 Mds FCFA au taux de 6,5% sur 10 ans. Au terme de l'opération le pays a pu finalement lever 100,2 Mds FCFA sur des soumissions qui ont atteint 116,3 Mds FCFA. Le Sénégal aura mobilisé au total 521 Mds FCFA sur l'année, pour 490 Mds FCFA prévus.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : accès au *Millenium Challenge Corporation* (MCC)**

Selon le dernier tableau de bord 2016 publié par le MCC, le Togo a amélioré ses résultats par rapport à l'année précédente en validant 9 indicateurs sur les 20 étudiés, soit deux nouveaux par rapport à 2015 : le taux de vaccination contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche et la rougeole, et le genre dans l'économie du pays (<https://www.mcc.gov/resources/doc/guide-to-the-indicators-fy-2016>). En 2015, le Togo avait déjà validé deux nouveaux indicateurs, concernant les droits politiques et le taux d'achèvement de l'école primaire pour les filles. Le Togo se rapproche ainsi d'une éligibilité au « Programme seuil » du MCC, sachant que d'autres indicateurs, comme le contrôle de la corruption, restent à valider.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : lancement d'un sukuk de 229 M EUR**

Comme annoncé en septembre 2015, l'Etat ivoirien vient de lancer son premier emprunt obligataire islamique, un sukuk d'un montant de 229 M EUR, à 5,75% sur la période 2015-2020. Les soumissions sont attendues jusqu'au 21 décembre. La Société islamique pour le développement du secteur privé a été désignée comme arrangeur principal de cette opération.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : Total lance le Challenge « Startupper »**

Total lance dans 34 pays d'Afrique un concours destiné aux candidats entrepreneurs de moins de 35 ans. L'objectif de ce concours est d'identifier, de financer et d'accompagner les meilleurs projets de création ou de développement d'entreprises de moins de deux ans. La filiale malienne du groupe est une des premières à lancer l'opération. Les projets sélectionnés recevront le label « Startupper par Total » de l'année 2016, une aide financière d'un montant de 20 millions FCFA et un accompagnement de la part de Total Mali. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique de soutien de Total au développement socio-économique des 130 pays où le groupe est implanté, et spécifiquement dans les 34 pays africains.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : l'AFD et la BNDA s'associent pour soutenir le développement des PME**

Dans le cadre de sa stratégie d'appui au développement du secteur privé au Mali, l'AFD octroie une subvention de 300 000 EUR en faveur de la Banque nationale de développement agricole (BNDA) pour accompagner cet établissement dans le développement de compétences et de méthodes d'analyse des risques adaptées à la clientèle PME. La BNDA aura une part active dans l'identification des besoins de financement des PME, afin d'améliorer leurs chances d'accéder aux financements bancaires.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Seureca (filiale de Veolia) choisie pour la maîtrise d'œuvre du projet « Paepys »**

Paepys est un projet de construction d'une usine de traitement d'eau pour l'alimentation de Yaoundé et de ses environs à partir des eaux du fleuve Sanaga, qui permettra à terme de tripler la production d'eau de la ville de Yaoundé (elle sera portée à 300 000 m<sup>3</sup>/jour). Le coût global du projet est estimé à 600 M EUR (394 Mds FCFA) et sera financé par Exim Bank China. Le contrat de Seureca porte sur des prestations d'études et de contrôle des travaux. Il s'étend sur 5 ans pour un montant de 12,1 M EUR.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC-Rwanda : signature d'un accord en prévision de l'exploitation du gaz du Lac-Kivu**

La RDC et le Rwanda sont parvenus, le 19 novembre dernier, à un accord en prévision de l'exploitation du gaz méthane dans les eaux congolaises du Lac-Kivu, qui sépare les deux pays. L'accord porte essentiellement sur la sécurité liée à l'exploitation d'environ 60 Km<sup>3</sup> de gaz de méthane dissout et 300 Km<sup>3</sup> de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) que renfermerait ce lac, couvrant 2.370 Km<sup>2</sup>. La RDC n'exploite pas encore ce gisement de gaz, contrairement au Rwanda qui l'exploite près de la localité de Rubavu et produit déjà 2 MW dans le cadre d'un projet-pilote d'électricité. Ce projet énergétique devrait permettre au Rwanda de doubler sa production électrique annuelle, qui avoisine les 115 MW.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : lancement du projet BAD d'appui au secteur privé et la création d'emploi en RDC**

La cérémonie officielle de lancement du projet d'appui au développement du secteur privé et de la création d'emploi s'est tenue le 19 novembre à Kinshasa. Il s'agit d'un projet d'un montant de 54 M USD financé par la Banque africaine de développement qui devrait s'achever le 31 décembre 2019 et cible les villes du Kasaï et Kinshasa. Selon les termes du projet, l'accent sera mis sur la promotion de l'émergence des PME, l'employabilité des jeunes et l'autonomisation économique des femmes par la promotion des très petites entreprises qu'elles vont diriger.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'AFD signe avec une 2<sup>ème</sup> banque au Kenya, la *Commercial Bank of Africa*, pour favoriser les projets d'énergie renouvelable/d'efficacité énergétique**

La *Sustainable Use of Natural Resources and Energy Finance* est une initiative de l'AFD destinée à promouvoir les projets dans les services énergétiques et environnementaux dans les pays en développement, grâce à la combinaison d'une approche financière et technique. Le partenariat avec CBA s'inscrit dans ce cadre et se traduit par une ligne de crédit concessionnelle de 10 M EUR pour financer des projets à petite échelle. Une 1<sup>ère</sup> phase a été mise en œuvre avec succès au Kenya ces 3 dernières années en partenariat avec la 1<sup>ère</sup> banque du pays, la *Cooperative Bank* et une association de 750 industriels kenyans, la *Kenya Association of Manufacturers* (KAM).

✉ [jegamd@afd.fr](mailto:jegamd@afd.fr)

▼ **Congo-Tunisie : une ligne aérienne Brazzaville-Tunis prévue en octobre 2016**

Le ministre tunisien du Transport et le ministre congolais du Transport et de l'aviation civile ont signé à Tunis le 19 novembre un accord de coopération dans le domaine du transport terrestre, aérien et maritime. L'accord entre dans la politique tunisienne d'ouverture vers le marché africain. Le ministre tunisien du Transport a par ailleurs annoncé l'ouverture d'une ligne aérienne entre Brazzaville et Tunis en octobre 2016.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)



## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Afrique du Sud : 4 provinces reconnues sinistrées en raison de la sécheresse

Le gouvernement sud-africain a déclaré les provinces du Free State, du North West, du Limpopo et du Kwazulu Natal sinistrées pour la production agricole en raison de la sécheresse. La province du Mpumalanga devrait l'être également bientôt, portant à 5 le nombre de provinces touchées sur les 9 que compte le pays. L'absence de précipitations significatives au cours des deux derniers mois, sous l'effet du phénomène El Nino particulièrement fort cette année, et ce après la sécheresse l'an passé, impacte durement les éleveurs de bovins et de petit bétail (faute de pâturages), les céréaliers qui sont dans l'impossibilité de semer, et les producteurs de canne à sucre.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Mozambique : la filière « bananes » menacée par la maladie de Panama

La maladie de Panama, apparue en 2013 dans deux bananeraies au nord du pays, connaît un développement rapide : 20% des plants de ces exploitations sont désormais infectés. Il s'agit de la souche TR4 particulièrement virulente, qui affecte la variété Cavendish, principale variété cultivée sur les exploitations commerciales, et menace la filière de la banane au Mozambique. Le ministère de l'Agriculture, pour éviter la propagation de la maladie, a mis en place des mesures de quarantaine et encourage la diffusion de plants résistants. La production de bananes est la troisième culture au Mozambique avec une production de 450 000 t pour une valeur de 102 M EUR.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Afrique du Sud : les producteurs locaux d'avocats investissent massivement en France

La France est le premier marché d'Europe en volume pour la consommation d'avocats. Les entreprises sud-africaines Westfalia et Halls ont déjà investi en France à Paris (Rungis) et Marseille pour y développer leurs activités en France et en Europe. Ces entreprises proposent des avocats prêts à la consommation grâce à une technologie permettant de maîtriser la maturation des produits. Ils proposent également des produits tropicaux tout au long de l'année grâce à un approvisionnement dans les pays d'Afrique et d'Amérique Latine (mangue, litchi, etc.). Les deux entreprises emploient au total à ce jour près de 100 personnes en France et prévoient d'y accélérer leur développement.

✉ [clement.sarradin@businessfrance.fr](mailto:clement.sarradin@businessfrance.fr)

#### ▼ Ghana : production de cacao en hausse

La production ghanéenne de cacao devrait atteindre 850 000 tonnes cette année, soit une progression de 16% par rapport à 2014, année marquée par une pluviométrie défavorable dans un contexte de vieillissement des plants. Le Ghana est, derrière la Côte d'Ivoire, le deuxième producteur mondial de cacao, activité qui fait vivre 800 000 familles.

✉ [gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr](mailto:gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée Equatoriale : séminaire sur le commerce agricole régional à Malabo

Sur initiative conjointe de la Guinée Equatoriale, du Secrétariat général de la CEEAC, du Centre technique de coopération agricole et rurale et de l'agence du NEPAD, la Conférence régionale « Promouvoir le commerce agricole régional et les chaînes de valeur à l'horizon 2025 : Malabo parle à l'Afrique Centrale », s'est tenue à Malabo du 16 au 18 novembre. Les recommandations suivantes ont été formulées : harmoniser le cadre juridique et réglementaire des investissements agricoles dans la CEEAC, accompagner les Etats membres dans l'élaboration d'un code foncier incitatif, et mettre en place une fiscalité spécifique au secteur de l'agriculture.

✉ [chloe.derrien-cortes@diplomatie.gouv.fr](mailto:chloe.derrien-cortes@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Délégation américaine au Ghana

La vice-secrétaire d'Etat américaine à l'Agriculture, Krysta Harden, accompagnée de représentants de 26 entreprises agroalimentaires s'est rendue au Ghana la semaine passée afin d'étudier les possibilités d'améliorer les échanges entre les deux pays. Elle a à cette occasion signé un accord portant sur 56 millions USD pour une période de cinq ans avec comme objectif de relancer le secteur de la volaille qui connaît actuellement une crise. Ce projet, *Food for Progress*, est destiné à améliorer la chaîne de production et de transformation de la volaille avec la formation des producteurs, l'amélioration des pratiques et la promotion de la consommation d'œufs.

✉ [gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr](mailto:gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Nécotrans acquiert la société de génie civil minier en RD Congo, MCK

Le groupe français a annoncé l'acquisition de la société MCK spécialisée dans la logistique et le génie civil pour le secteur minier en RDC. Avec environ 1 900 collaborateurs et une flotte de 500 engins et camions, MCK est le leader dans son secteur et intervient auprès des plus grandes compagnies minières installées dans la province du Katanga. Cette région au sud du pays abrite les quatrièmes réserves mondiales de cuivre et les premières de cobalt. Cette acquisition traduit la volonté de Nécotrans de développer son offre en direction de clients industriels à la recherche de solutions pour optimiser leurs chaînes d'approvisionnement, de production et de livraison dans les secteurs de la logistique pétrolière et minière.

✉ [contact.presse@necotrans.com](mailto:contact.presse@necotrans.com), [news@35nord.com](mailto:news@35nord.com)

### ▼ Afrique du Sud : signature d'un prêt de l'AFD de 150 M EUR octroyé à Eskom, et d'un partenariat d'expertise technique de 0,45 M EUR entre Eskom et EDF

Le 23 novembre à Johannesburg, l'AFD a signé avec Eskom un prêt de 150 M EUR dans le domaine de la distribution électrique. Simultanément, une convention de partenariat entre Eskom et EDF, financée par le Fexte (Fonds d'expertise technique) à hauteur de 0,45 M EUR, a été aussi signée afin de renforcer la coopération technique dans des domaines nouveaux pour Eskom, tels que les « smart grids ». Le financement de l'AFD, son premier prêt souverain en Afrique du Sud depuis 20 ans, permettra de financer les investissements d'Eskom dans la distribution des 3 provinces les plus défavorisées économiquement et les plus en retard pour l'accès électrique.

✉ [steinsochasm@afd.fr](mailto:steinsochasm@afd.fr)

### ▼ Ghana : mise en service d'une centrale solaire par les Chinois

BXC Ghana Ltd filiale de BXC Beijing China vient de terminer un projet de centrale solaire dans le centre du Ghana. Ce projet démarré en 2012 et d'un montant de 30 M USD permettra de produire 20 MW d'électricité et d'approvisionner plus de 50 000 foyers de la région. L'objectif des autorités ghanéennes d'augmenter la part de l'électricité de sources renouvelables de 0,3% aujourd'hui à 10% en 2020.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Gabon : un projet de loi sur le Code forestier sera présenté à la fin du mois de mars 2016

Flore Mistoul, la ministre de la Protection de l'environnement et des ressources naturelles, de la forêt et de la mer, a annoncé récemment une révision du Code forestier de 2001. Cette révision devrait être adoptée à la fin du mois de mars 2016 afin de mieux réglementer les forêts communautaires, de lutter contre l'exploitation illégale du bois ou le braconnage, tout en autorisant une meilleure gestion des conflits homme/faune.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Industries

### ▼ Afrique du Sud : financement de l'acquisition de locomotives par Transnet

Le groupe logistique sud-africain Transnet a annoncé le 23 novembre avoir obtenu un crédit syndiqué de 12 Mds ZAR (853 M USD), destiné à financer partiellement un programme d'acquisition de locomotives évalué à 50 Mds ZAR. Ce crédit lui a été accordé par un pool bancaire comprenant notamment les banques sud-africaines Nedbank et ABSA, la *Bank of China*, le fonds d'investissement sud-africain *Futuregrowth Asset Managers* et l'organe de gestion d'actifs de l'assureur anglo/sud-africain *Old Mutual*. De façon plus globale, Transnet prévoit d'investir plus de 300 Mds ZAR (38 Mds USD) d'ici 2019 dans le renouvellement de sa flotte ainsi que dans la construction et la modernisation de chemins de fer, de ports et d'oléoducs.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Une société américaine investit 36 USD dans l'industrie de l'acier

La société américaine *Strong Structural Steel*, basée au Texas et spécialisée dans la fabrication de charpentes en acier, fait une entrée remarquée sur le marché nigérian grâce à un IDE de 36 M USD. Cet investissement devrait permettre la création d'une structure locale en partenariat avec le gouvernement fédéral employant plus de 300 personnes et pouvant servir de centre de formation aux standards internationaux. *Strong Structural Steel* n'a, à l'heure actuelle, pas encore annoncé dans quel Etat se situerait son activité.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : financement bancaire pour le développement de zones industrielles

L'Etat ivoirien, la Société ivoirienne de banque (SIB, filiale d'Attijariwafa bank) et la Banque atlantique de Côte d'Ivoire (BACI, filiale de la Banque populaire du Maroc) viennent de signer une convention de prêt d'un montant de 21 Mds F CFA (12 Mds pour la SIB et 9 Mds pour la BACI) destiné au financement d'un projet de développement de zones industrielles. Ces fonds

devraient permettre d'effectuer quelques travaux de réhabilitation dans la plus grande zone industrielle du pays située à Yopougon et d'aménager une parcelle de 50 hectares de lots industriels.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : 10 Mds FCFA pour la construction d'une cimenterie

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la filiale ivoirienne de la banque nigériane UBA ont accordé un financement de 10 Mds FCFA (7,5 Mds FCFA pour la BOAD et 2,5 Mds FCFA pour UBA) à l'entreprise *Ivory Diamond Cement* (Ivocem SA), pour la construction d'une nouvelle cimenterie dans la commune d'Anyama (située à 10 km d'Abidjan). Cette usine aura une capacité annuelle de production de 500 000 tonnes. Le coût total du projet est estimé à 16 Mds FCFA. Cet accord de financement est le troisième entre la BOAD et les promoteurs de la société Ivocem, après l'implantation, au Mali et au Niger, de deux cimenteries intégrées.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : Taurus Gold va investir 70 Mds FCFA dans la mine d'Afema

La société minière Taurus Gold, via sa filiale ivoirienne Afema Gold SA, va investir 106 M EUR dans la construction d'un complexe minier autour du gisement d'Afema situé dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. La signature de la convention entre l'Etat ivoirien et la multinationale a eu lieu le 24 novembre. Les travaux doivent démarrer en 2016 et l'exploitation en 2018. Le potentiel de la mine d'or d'Afema est estimé à 36 tonnes. La production annuelle de Taurus Gold devrait être de deux tonnes.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Services

### ▼ La digitalisation, vectrice d'accès aux soins en Afrique

Le 21ème siècle sera numérique, y compris dans le domaine de la santé. Si l'insuffisance du maillage territorial des centres de soins et hôpitaux affecte de nombreuses régions en Afrique, la digitalisation apporte des solutions innovantes aux populations locales. Des applications mobiles comme MedAfrica, clinique de poche aidant à identifier les maladies et à guider les malades vers des traitements et des hôpitaux, ou mPedigree, permettant de s'assurer de l'authenticité de médicaments, ont vu le jour. Les outils numériques, en renforçant l'accessibilité de l'information sur l'identification et la prise en charge des malades apparaissent comme un levier de développement médical pour le continent africain.

✉ [ps.guedj@affectionmutandi.com](mailto:ps.guedj@affectionmutandi.com)

### ▼ Kenya : partenariats entre Safaricom et huit banques pour les transferts d'argent par M-Pesa

Huit banques kényanes ont signé un partenariat avec l'opérateur mobile Safaricom pour permettre aux petits commerçants, clients de ces banques, d'effectuer des transferts financiers en temps réel entre leur compte Lipa na M-Pesa et leur compte bancaire. Les huit banques sont KCB, Equity Bank, Jamii Bora, Chase Bank, Co-op, DTB, UBA et Consolidated Bank. Le temps de transfert passerait de six heures actuellement à une minute, tandis que les montants plafonds et planchers autorisés par transfert ont été élargis. Deux autres banques, Standard

Chartered et NIC Bank offrent déjà ce service depuis juillet 2015. M-Pesa est la plateforme de paiement et de transfert d'argent mobile lancé en 2007 par Safaricom.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Zambie : contrat de traitement d'eau emporté par Veolia**

Veolia Environnement a remporté le 13 novembre un contrat de 101,6 M USD dans le domaine du traitement de l'eau en Zambie. Confié par le fournisseur d'eau régional *Kafubu Water and Sewerage Company* (KWSC) aux filiales *Veolia Water Technologies* et *Krüger A/S*, ce contrat porte sur la réhabilitation et le développement d'infrastructures de traitement des eaux usées situées autour de la Ceinture du cuivre, au nord du pays. Il prévoit aussi l'amélioration du réseau de distribution d'eau de la ville de Ndola. Ce projet, financé sur un prêt accordé à KWSC en février 2015 par l'agence danoise de développement, Danida Business Finance, s'étend sur 30 mois et devrait être achevé d'ici septembre 2017.

✉ [gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Afrique du Sud : implantation prochaine de l'enseigne de viennoiserie Paul**

Après deux ans de négociations, l'entreprise Famous Brand, grand acteur de l'industrie agroalimentaire en Afrique du Sud, vient de signer un contrat de dix ans avec l'entreprise française Paul, propriétaire des boulangeries-pâtisseries-cafés du même nom, déjà présent dans 41 pays. La première ouverture d'un établissement Paul est prévue dans le pays pour fin 2016. Les produits français dans ce secteur sont très appréciés en Afrique du Sud, notamment par la classe moyenne aisée, en croissance. Famous Brand pourra ainsi élargir sa gamme de produits pour attirer une nouvelle clientèle et également bénéficier de l'appui de l'équipe marketing du groupe français, située à Lille.

✉ [camille.tricoire@businessfrance.fr](mailto:camille.tricoire@businessfrance.fr)

### ▼ **Nigéria : une nouvelle agence de tourisme lève 2 M USD**

Inaugurée en octobre 2015, l'agence Travelbeta a réussi à lever 2 M USD et se positionne d'ores et déjà comme un des futurs leaders de la réservation de vols et d'hôtels en ligne au Nigéria. Plusieurs investisseurs privés nigériens ont participé à cette levée de fonds orchestrée par d'anciens hauts responsables de sociétés d'e-commerce nigérianes (*Jumia*, *Konga* et *Wakanow*). Actuellement, le marché de la réservation de vols en ligne est dominé par *Wakanow*, lancé en 2008 qui dispose de 21 bureaux au Nigéria et d'antennes au Ghana, au Kenya et au Royaume-Uni. D'après le *Nigerian Bureau of Statistics*, 21 millions de nigériens ont voyagé par avion en 2014 mais seulement 300 000 vols ont été réservés via une agence de voyage.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Effectifs en baisse pour Airtel Nigéria**

La filiale nigérienne du groupe indien Airtel, qui a prolongé sa licence d'exploitation télécom de cinq ans pour 202 M USD, pourrait être restructurée dans les prochains mois et ses effectifs diminués de 15 à 20% en raison de pertes financières sur le marché africain s'élevant à 170 M USD. Le groupe Airtel s'est déjà récemment séparé de plus de 3500 tours de télécommunications dans 6 pays africains et a annoncé être en négociations exclusives avec Orange pour la vente de ses filiales dans 4 pays d'Afrique de l'ouest pour un montant de 1 Md USD. Début novembre, Airtel Nigeria indiquait avoir 31 millions d'abonnés, numéro 2 sur le marché derrière le Groupe MTN (62,5 millions d'abonnés en septembre 2015).

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : Lagardère lance Vibe Radio à Abidjan, sa deuxième radio en Afrique de l'Ouest

*Lagardère Active Radio International* (LARI), filiale du groupe français Lagardère, vient de lancer à Abidjan une station de radio généraliste (divertissement, actualité, culture, etc.) dénommée « Vibe ». Dans un premier temps, cette station n'émettra que dans la capitale économique et à 100 km à la ronde, ce qui devrait lui permettre d'atteindre environ 25 % de la population ivoirienne. La couverture totale du pays est prévue sur trois ans. LARI est présent au Sénégal depuis septembre 2014 et entend se déployer dans toute la région. Le Nigéria pourrait être son prochain pays d'implantation.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)



## ENTREPRISES

---

### ▼ Kenya : hausse des bénéfiques d'*Equity Bank* et de KCB au 3ème trimestre, tirée par la croissance de leur activité régionale

*Equity Bank* et *Kenya Commercial Bank* (KCB) ont annoncé une hausse de leurs bénéfiques nets entre le 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2015 : pour *Equity Bank* +14% (à 12,81 Mds KES - 114 M EUR) et pour KCB +10% (à 13,73 Mds KES - 122 M EUR). Selon ces deux banques, cette évolution est principalement due à la croissance de leur activité régionale, en Ouganda, au Rwanda, en Tanzanie, au Soudan du Sud mais également en RDC (pour *Equity Bank*) et au Burundi (pour KCB). KCB était la 1<sup>ère</sup> banque kényane en termes d'actifs (377 Mds KES - 3,3 Mds EUR), *Equity Bank* la 3<sup>ème</sup> (277 Mds KES, 2,3 Mds EUR) en 2014.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigeria : Agip assure la formation de 360 PME

Filiale de l'entreprise italienne Eni, *Nigerian Agip Oil Company* (NOAC) est détenue à 60% par la *Nigerian National Petroleum Company*, 20% par Oando et 20% par Eni. A travers son *Vendor Development Programme*, Agip souhaite assurer d'ici la fin de l'année une formation auprès de 360 de ses fournisseurs en management et sur les conditions légales du contenu local. L'initiative a particulièrement été saluée par le *Nigerian Content Development and Monitoring Board*, structure gouvernementale en charge de la mise en place du local content essentiellement dans le secteur *Oil & Gas*. NOAC opère au Nigéria depuis 1962 sur 4 OML situés dans le Delta du Niger et via plusieurs *joint-ventures* locales.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : retrait de *Dangote Flour Mills* de *Tiger Brands*

La semaine dernière, Aliko Dangote quittait le conseil d'administration de *Dangote Flour Mills* (DFM), dont le Sud-africain *Tiger Brands* (TB) a acquis 65% des actions pour 200 M USD fin 2012. Dès 2013, les pertes enregistrées étaient de 40,5 M USD. Un an plus tard, elles étaient encore de 34,5 M USD. Au 1er trimestre 2015, les pertes s'élevaient déjà à 15,72 M USD. Deux moulins et une usine de nouilles ont été fermés réduisant à 40% l'activité de DFM. Le divorce entre TB et Dangote se poursuit, TB annonçant l'annulation des investissements restants dans DFM, soit 120 M USD. Mais le retrait de TB du Nigéria ne s'arrête pas là, puisqu'a été aussi annoncé l'annulation de 18 M USD d'investissement dans *Deli Foods*, dont il détient 49%.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

### ▼ Burkina- Faso : un grand contrat pour *Sogea-Satom*

La société *Sogea Satom* (groupe Vinci) a remporté un contrat d'une centaine de millions d'euros pour la réalisation de l'échangeur nord de Ouagadougou. Les négociations, débutées sous le gouvernement précédent, ont été finalisées début novembre dernier avec le versement des acomptes à la commande par le gouvernement de transition. Le projet est financé par la *Bank of Africa* (filiale du groupe Banque marocaine du commerce extérieur) sur crédits commerciaux.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr



▼ **Côte d'Ivoire : la FNAC a ouvert à Abidjan son premier magasin en Afrique sub-saharienne**

Le premier magasin de 1 200 m<sup>2</sup> a ouvert au sein du centre commercial Cap Sud en présence de Maurice Bandama, ministre ivoirien de la Culture, de George Serre, Ambassadeur de France et de Manuel Biota, directeur des partenariats de la FNAC. Le centre Cap Sud est la propriété de PROSUMA qui a obtenu la franchise du groupe culturel français. PROSUMA est un groupe ivoirien, propriété de la famille libanaise Fakhry et d'Abou Kassam. Un second magasin de 300 m<sup>2</sup> ouvrira dans un autre centre commercial (Cap Nord) en février 2016. Depuis quatre ans, la FNAC s'ouvre à de nouveaux territoires. Elle a ainsi inauguré des magasins au Maroc en 2011 et au Qatar cette année. Le groupe compte désormais 197 magasins dans neuf pays.

✉ [caroline.richard@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.richard@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : le consortium Société camerounaise des dépôts pétroliers-Blaze Energy adjudicataire de l'appel d'offre pour la concession du terminal d'hydrocarbures du port de Kribi**

Blaze Energy est une entreprise canadienne active dans le secteur pétro-gazier. Le contrat qui sera signé à la suite de cette désignation porte sur le financement, la construction et l'exploitation du terminal hydrocarbures du port en eau profonde de Kribi. La seconde phase de la construction du port de Kribi est ainsi entamée ; elle verra aussi la construction du 2ème terminal à conteneur par le chinois CHEC, et d'un terminal minéralier.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Gabon : la Société de patrimoine accroît ses actifs**

Le conseil des ministres du 12 novembre a consenti au transfert à la Société de patrimoine, des actifs précédemment dévolus aux administrations et autres entités publiques et privées. Le gouvernement a décidé de concéder sept ouvrages hydroélectriques à l'établissement public créé en 2011. Il s'agit de la centrale électrique thermique d'Alenakiri, celle de Port-Gentil, la centrale hydro-électrique de Grand-Poubara, les centres transformateurs de Nkok, Moanda et Franceville, le poste relais et lignes Alenakiri-Nkok. Des actifs que la structure publique exploitait déjà, depuis leur mise en service.

✉ [thierry.blin@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.blin@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Visite du président sénégalais sur le campus de l'X

À l'occasion de sa participation à la COP21, le président de la République du Sénégal, Macky Sall, sera le 2 décembre sur le campus de l'école Polytechnique. Le président sénégalais visitera le Drahi X Novation center, laboratoire de recherche dédié à l'entrepreneuriat. Puis il remettra le brevet de Chevalier de l'ordre du Mérite de la République du Sénégal à Jacques Biot, président de l'école. Il clôturera sa visite par un discours sur les nouveaux vecteurs de croissance en Afrique : économie du savoir, économie verte et économie partagée. L'école Polytechnique engage au Sénégal des partenariats de recherche et d'appui pédagogique qui permettront aux étudiants sénégalais d'intégrer les programmes de l'école en France.

✉ [presse@polytechnique.fr](mailto:presse@polytechnique.fr)

### ▼ En Côte d'Ivoire, HEC Paris réaffirme son engagement aux côtés du patronat ivoirien pour développer les compétences des cadres

L'école de commerce internationale a organisé le 26 novembre à Abidjan en collaboration avec la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), une conférence sur le rôle du digital dans le développement et la croissance en Afrique Subsaharienne. À cette occasion, HEC Paris a présenté le cursus MUST (Management d'une unité stratégique), un programme académique de haut niveau destiné aux cadres de Côte d'Ivoire qui souhaitent renforcer leur expertise managériale et entrepreneuriale. Cette formation certifiante de quatre mois et reconnue à l'international répond à un besoin de développement de compétences des talents ivoiriens.

✉ [cochrane@hec.fr](mailto:cochrane@hec.fr), [news@35nord.com](mailto:news@35nord.com)

### ▼ Afrique du Sud : succès de la conférence «Villes et bâtiments durables»

La conférence « Villes et bâtiments durables », labellisée COP 21 et organisée par Business France à Johannesburg le 17 novembre, a été une réussite. Le lieu de la conférence était symbolique : Maboneng est le quartier en renaissance du centre-ville historique de la capitale économique sud-africaine. Onze entreprises françaises ont participé à cet événement suivi de rencontres avec leurs homologues sud-africaines. Près de 100 décideurs des secteurs privé et public ont assisté aux trois panels de la conférence puis aux rencontres d'entreprises. Dans ce cadre, le simulateur « Santiago Deseado », qui synthétise les réponses de 110 entreprises françaises aux problèmes des villes du XXIème siècle, a été présenté.

✉ [thomas.curelli@businessfrance.fr](mailto:thomas.curelli@businessfrance.fr)

- ▼ **Événements de la COP21 au Grand Palais (3 avenue du Général Eisenhower 75008 – Paris) et à l'Hôtel de l'Industrie-LAB (4 place St-Germain des Près 75006 – Paris)**

<b>HORAIRE</b>	<b>LIEU</b>	<b>EVENEMENT</b>
<b>3 DECEMBRE</b>		
10h-11h30	LAB Salle Louis Lumière	<b>L'innovation juridique en Afrique: l'exemple OHADA</b>
11h45-13h15	LAB Salle Louis Lumière	<b>La structuration des contrats</b>
11h45-13h15	LAB Salle Chaptal	<b>L'optimisation des Business Mode</b>
16h30-18h	LAB Salle Chaptal	<b>Investir dans des entreprises africaines</b>
<b>4 DECEMBRE</b>		
9h-10h	LAB Salle Louis Lumière	<b>La transformation digitale de l'Afrique</b>
10h15-11h15	LAB Salle Louis Lumière	<b>M-services en Afrique: d'une révolution numérique locale vers une transformation économique globale</b>
11h30-12h30	LAB Salle Louis Lumière	<b>Quel dispositif de réseaux énergétiques mettre en place pour le bon fonctionnement des infrastructures télécoms ?</b>
12h45-13h15	Grand Palais - Espace Comité 21 - Club de France	<b>AFD: conservation des forêts à Madagascar</b>
12h45-13h15	LAB Salle Louis Lumière	<b>Atos aujourd'hui et demain: quelle stratégie pour l'Afrique?</b>
14h-15h	Grand Palais Espace de conférence 1	<b>Changement climatique, ville durable et mobilité: regards croisés nord-sud</b>
16h30-18h00	LAB Salle Chaptal	<b>Investir dans des entreprises africaines</b>
14h-18h	Grand Palais - Auditorium	<b>Guerre, paix et climat: les conflits climatiques seront-ils ceux de demain?</b>
14h15-16h	LAB Salle Chaptal	<b>Le média comme intermédiaire</b>
16h-16h15	LAB Salle Chaptal	<b>Synthèse du forum Green Business de Pointe Noire</b>
16h30-18h00	LAB Salle Chaptal	<b>Energies durables</b>
17h-19h	Grand Palais - Espace de conf 4	<b>La diversité, une réponse au dérèglement du climat?</b>
<b>6 DECEMBRE</b>		
10h-11h30	LAB Salle Louis Lumière	<b>L'intégration des femmes dans le développement économique du continent</b>
11h45-13h15	LAB Salle Louis Lumière	<b>Femmes et enjeux sanitaires</b>
14h30-16h	LAB Salle Chaptal	<b>Le sport, nouveau relai de croissance pour l'Afrique</b>
15h-16h	Grand Palais - Espace de conf. 6	<b>Changement climatique vs développement</b>
16h30-18h	LAB Salle Chaptal	<b>L'Afrique au féminin</b>
<b>7 DECEMBRE</b>		
10h-11h30	LAB Salle Louis Lumière	<b>Accès à l'électricité en zone urbaine</b>
11h45-13h15	LAB Salle Louis Lumière	<b>L'accès à l'énergie, un enjeu vital</b>
14h30-16h	LAB Salle Chaptal	<b>Les enjeux de l'éducation et de la formation en Afrique</b>
16h30-18h	LAB Salle Chaptal	<b>Side event: Orrick Rambaud Martel</b>

<b>8 DECEMBRE</b>			
14h-15h	Grand Palais - Espace de conf. 5		<b>Bâtiments durables au sud comme au nord</b>
<b>9 DECEMBRE</b>			
10h-11h30	LAB Salle Louis Lumière		<b>Ville durable à la française et limite du génie du territoire</b>
11h45-13h15	LAB Salle Louis Lumière		<b>Droit au développement et préservation de l'environnement</b>
14h15-15h45	LAB Salle Chaptal		<b>Side event: Orrick Rimbaud Martel</b>
16h-18h	LAB Salle Chaptal		<b>Afro-réalisme et regards croisés sur le développement de l'Afrique</b>
17h-18h	Grand Palais - Espace de conf. 5		<b>Des arbres pour le climat</b>
17h - 19h	Grand Palais - Espace de conf. 4		<b>Le mécanisme REDD+ dans le bassin du Congo</b>
<b>10 DECEMBRE</b>			
10h-11h30	LAB Salle Louis Lumière		<b>De la sécurité alimentaire à la productivité agricole</b>
11h-12h	Grand Palais - Espace de conf. 2		<b>Climat - refonder la relation nord sud</b>
11h45-13h15	LAB Salle Louis Lumière		<b>Développement rural et services mobiles</b>
14h30-16h	LAB Salle Chaptal		<b>La sécurité alimentaire</b>
<b>11 DECEMBRE</b>			
10h15-11h15	LAB Salle Louis Lumière		<b>L'eau, nouvelle guerre économique de l'Afrique</b>
11h30-12h30	LAB Salle Louis Lumière		<b>De l'état civil à l'Etat de droit</b>

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.  
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays :  
<http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**



C'M/S/ Bureau Francis Lefebvre

